RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

ADEME
AGENCE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

EXPERTISES

Décembre 2025

Transition juste et actions territoriales

Direction régionale de l'ADEME en Auvergne-Rhône-Alpes

Enquête *Transition Juste*
Perception et actions des collectivités territoriales en ***Auvergne-Rhône-Alpes***

Après la publication en 2024 de l'avis sur « la transition juste », l'ADEME élabore en 2025 sa première feuille de route nationale « transition juste ». La Direction régionale Auvergne-Rhône-Alpes a inscrit cette thématique dans son axe stratégique « Accompagner l'innovation pour la transition écologique ».

Objectifs

Une enquête a été lancée au printemps 2025 par la Direction régionale Auvergne-Rhône-Alpes auprès des collectivités (principalement les intercommunalités) de la région pour :

- Connaitre la perception des enjeux de transition juste par les techniciens des collectivités et leurs besoins,
- Identifier les leviers déjà activés par les collectivités et les actions menées pouvant contribuer à la transition juste,
- Alimenter la préparation d'actions ou de méthodologies pour appuyer la prise en compte des enjeux de transition juste dans les actions territoriales.

Principaux résultats

L'approche « transition juste » suscite un intérêt chez les collectivités interrogées car elle fait écho à leurs préoccupations de mieux intégrer les enjeux économiques, sociaux et écologiques dans les actions territoriales. Trois axes principaux ressortent :

Les **enjeux sociaux et économiques** sont identifiés par la plupart des techniciens territoriaux et la prise en compte des inégalités est une forte préoccupation.

Plusieurs leviers de transition juste sont déjà activés par les collectivités et des actions thématiques existent mais il y a **peu d'approches transversales.**

Un **besoin de retours d'expériences, de méthodologies** et de formation existe, notamment pour des approches multi-thématiques.

METHODE – une enquête qui s'est déroulée de mai à aout 2025.

- Une phase de bibliographie et d'identification de projets territoriaux.
- Une phase d'entretiens qualitatifs et de questionnaires auprès des techniciens transition écologique des collectivités d'Auvergne-Rhône-Alpes.

Participations : 65 participations à l'enquête (6 entretiens et 59 questionnaires en ligne) représentant 55 intercommunalités, 4 communes, 1 Parc naturel régional et 1 Conseil départemental, issus des 12 départements d'Auvergne Rhône-Alpes.
L'enquête est focalisée sur les actions menées ou soutenues par les collectivités territoriales.

1- La perception de la transition juste

La notion de transition juste est avant tout comprise par les techniciens interrogés comme l'impératif de lier enjeux sociaux et écologiques pour une transition écologique qui embarque tout le monde, qui « *ne laisse personne au bord du chemin* ». La **répartition des efforts et la prise en compte des vulnérabilités** ressortent comme des préoccupations importantes.

Les enjeux d'inégalités (territoriales, économiques, sociales…) sont considérés comme les plus prioritaires à adresser sur les territoires pour conduire une transition juste. Les enjeux emplois et accompagnement de la mutation des activités économiques sont identifiés mais leur articulation avec la notion de transition juste est peu connue, ce qui est constaté fréquemment à l'échelle française.

La moitié seulement des personnes interrogées ont déjà entendu l'expression « transition juste » et une minorité d'entre elles déclare avoir des connaissances techniques à ce sujet. Les approches « transition écologique et solidaire » et « conciliation des enjeux sociaux et économiques » sont, elles, plus usitées et ressortent dans une partie des documents stratégiques (Plan Climat Air Energie Territorial, projets de territoire…).

Enfin, des **expressions de sentiments d'injustice** concernant des projets de transition écologique déployés sur le territoire ont été rencontrés par la moitié des personnes interrogées. Elles émanent principalement d'habitants et concernent avant tout des projets de mobilités durables, d'aménagement et l'accessibilité financière des solutions (de rénovation énergétique, d'alimentation durable…).

La transition juste vue par les personnes interrogées

« Une transition qui ne laisse personne au bord de la route, qui prenne en compte les populations en situation de précarité qui sont les plus touchées par les effets du dérèglement climatique »

« Une transition écologique qui pèse de manière équitable sur les différentes catégories de la population et qui ne pénalise pas les plus modestes

« Une transition qui prend en compte les inégalités environnementales et qui a le souci de la justice sociale dans les politiques publiques mises en œuvre »

2- Les leviers d'actions des collectivités territoriales

Plusieurs leviers d'actions ont été proposés dans l'enquête pour identifier les contributions des actions territoriales aux trois principaux axes de la transition juste, tels que repris dans l'avis de l'ADEME. L'approche n'est pas de catégoriser des actions comme « relevant de la transition juste », mais d'identifier celles qui peuvent contribuer à ses différents axes. Ces axes ont été simplifiés comme suit : enjeux économiques, enjeux vulnérabilités et inégalités et, pour finir, enjeux de gouvernance.

Les leviers sont présentés ci-après des plus fréquemment utilisés aux moins utilisés.

Enjeux Mutations Economiques (*accompagner la cessation ou la mutation des activités brunes et le développement des activités vertes*)

1. Aides aux particuliers (rénovation énergétique changement d'appareil de chauffage, rénovation acquisition de vélos à assistances électriques…)
2. Aides aux entreprises pour le développement des énergies renouvelables, pour la rénovation tertiaire…
3. Animations et conseil auprès des entreprises pour la transition énergétique, l'économie circulaire…
4. Forums ou actions de promotion des métiers dits « verts »

Enjeux Vulnérabilités et inégalités *(tenir compte des vulnérabilités propres aux différentes composantes de nos sociétés et de nos économies)*

1. Conditionnalité des aides liées aux revenus des ménages
2. Mobilisation des données sociales/économiques
3. Actions en faveur de la précarité énergétique, alimentaire
4. Actions de mobilité inclusive

Enjeux de gouvernance *(transition élaborée le plus démocratiquement possible par l'ensemble des parties prenantes)*

1. Dispositifs d'implication dans les plans climat air énergie (Club Plan Climat, comité local de la transition, co-construction des plans d'action…)
2. Soutien au déploiement des énergies renouvelables citoyennes
3. Actions dédiées à l'implication de publics spécifiques dans l'élaboration des actions des transitions (par exemple les publics jeunes)
4. Dispositifs de soutiens à des actions associatives et citoyennes

3- Les typologies d'actions menées

Sur la base des actions identifiées lors de cette enquête, une première typologie d'actions peut être proposée. Ces actions concourent à l'inscription de l'action territoriale de transition écologique dans la transition juste, avec ci-après un focus sur les enjeux vulnérabilité et inégalités.

Type d'action et finalité	Mise en œuvre	Exemple de mise en œuvre
Observation et diagnostics *pour identifier les périmètres géographiques d'actions et les populations cibles*	Mobilisation des données sociales et économiques lors de la conception des stratégies et actions de transitions écologique, études et travaux permettant de mieux connaitre les vulnérabilités socio-environnementales d'un territoire	Analyse des besoins sociaux 2022 de la ville d'Echirolles : Social, Environnement, quels impacts réciproques ?
Outils d'aide au pilotage et d'évaluation *pour le suivi, le ciblage fin des actions à mettre en place*	Méthodologies, outils, boussoles… incluant des critères correspondants à des enjeux sociaux et écologiques et visant à orienter l'action ou à l'évaluer	Mise en œuvre du Donut par Valence Romans Agglomération
Actions Thématiques *pour mettre en œuvre la stratégie*	Actions sur une thématique de transition écologique construites en intégrant les vulnérabilités territoriales ou thématisée sur la précarité (énergétique, alimentaire, de mobilité…).	Covoiturage solidaire par la communauté de commune du Pays de Saint Eloy
Fonds d'accompagnement *pour financer les actions territoriales*	Fonds d'accompagnement aux initiatives de transition incluant des critères spécifiques aux enjeux sociaux, dispositifs de financements d'actions de solidarité incluant des critères transition écologique.	Fonds d'accompagnement social aux transitions de la Métropole de Grenoble
Animation *pour décloisonner et rechercher la transversalité*	Evènementiels dédiés au croisement des enjeux écologiques et sociaux, regroupement de réseaux d'acteurs de la solidarité et de l'écologie	Alliance pour la transition écologique et solidaire de Clermont Auvergne Métropole et Ville de Clermont-Ferrand

Le travail partenarial est nécessaire pour mettre en œuvre ces différentes approches, à la fois en interne avec les services de la collectivité (développement économique, action sociale) et en externe avec les acteurs socio-économiques et notamment les associations. Ces liens existent pour la majorité des collectivités interrogées. Les collectivités partagent par exemple un certain nombre d'actions avec des associations locales, des centres (inter)communaux d'action sociale, des centres sociaux…

Cette enquête, centrée sur l'action des collectivités territoriales, n'a pas inclus d'état des lieux des actions menées par ces différents acteurs et leur contribution à la transition juste pourrait faire l'objet de travaux ultérieurs.

4- Les besoins pour mieux intégrer les enjeux de transition juste

Le besoin de montée en compétences, de partage de retours d'expériences issus de territoires divers et de méthodologies simples à mette en œuvre a été largement exprimé lors de cette enquête.

Sur les enjeux sociaux et la question des vulnérabilités socio-environnementales, **rares sont les techniciens des collectivités interrogées à avoir eu accès à une formation ou des modules de sensibilisation** même si le sujet suscite l'intérêt. L'accès aux connaissances mais également à des données territoriales sur les vulnérabilités sociales, économiques et écologiques apparait donc comme essentiel pour une meilleure intégration des enjeux de la transition juste.

Les entrées économiques et vulnérabilités/inégalités sont déjà présentes dans une partie des réseaux techniques et des animations thématiques organisées sur le territoire régional. Par exemple, des événements sur la mobilité inclusive ou encore sur les enjeux sociaux de l'alimentation durable ont pu être organisés par différents acteurs.

Il existe toutefois peu d'approches et méthodologies multithématiques. Celles-ci pourraient accompagner plusieurs étapes de l'action territoriale :

- L'état des lieux des actions déjà réalisées par la collectivité,
- L'intégration transversale des enjeux sociaux dans les stratégies territoriales de transition,
- La cartographie territoriale des vulnérabilités socio-environnementales,
- La conception d'actions de transition intégrant enjeux sociaux et écologiques.

Enfin, un portefeuille d'exemple d'actions déployables pourrait faciliter la construction des plans d'actions. Concernant les enjeux emplois, cela se traduirait par exemple par :

- Des ateliers de rapprochement des acteurs de l'environnement des acteurs du travail de l'emploi et de la formation
- Des actions partenariales avec les acteurs de l'économie sociale et solidaire pour concilier emploi, écologie co-bénéfices sociaux et gouvernance participative.
- L'estimation des emplois créés à travers des politiques de transition écologique à l'échelle d'un territoire via l'outil Territoires Emplois.

RÉSUMÉ

Cette synthèse présente les principaux résultats de l'enquête « Transition juste – Perception et actions des collectivités territoriales en Auvergne-Rhône-Alpes » menée par la Direction régionale de l'ADEME en Auvergne-Rhône-Alpes en 2025. Elle comprend des exemples d'actions conduites par les collectivités territoriales interrogées et contribuant aux grands axes de la transition juste, tels que repris dans l'avis ADEME sur « La transition Juste ». Elle recense les différents leviers activés par les collectivités territoriales et propose une typologie des approches possibles pour mettre en œuvre la transition juste dans l'action territoriale.

Ce document est diffusé par l'ADEME

ADEME
20, avenue du Grésillé
BP 90 406 | 49004 Angers Cedex 01

CITATION DE CE RAPPORT

Fanny VIOT, ADEME

2025, Synthèse de l'Enquête Transition Juste – Perception et actions des collectivités territoriales en Auvergne-Rhône-Alpes, 6 Pages

Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite selon le Code de la propriété intellectuelle (art. L 122-4) et constitue une contrefaçon réprimée par le Code pénal. Seules sont autorisées (art. 122-5) les copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé de copiste et non destinées à une utilisation collective, ainsi que les analyses et courtes citations justifiées par le caractère critique, pédagogique ou d'information de l'œuvre à laquelle elles sont incorporées, sous réserve, toutefois, du respect des dispositions des articles L 122-10 à L 122-12 du même Code, relatives

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

ADEME
AGENCE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

www.ademe.fr

BAC DE TRI